

Chapitre 5

Jeunes en transitions : opportunités et choix – Enjeux démographiques et sociaux mondiaux

Dragana Avramov

INTRODUCTION

Pour dresser le bilan de santé du présent et du futur de l'Europe, j'adopterai la démarche qui consiste à examiner la question à la fois du point de vue macroscopique des changements sociodémographiques, en suivant la logique du système-monde (Wallerstein 1974), et à l'échelle des individus, en m'attardant sur les événements qui ponctuent les parcours de vie, sur les tendances et capacités des individus et sur leur façon de prendre leurs transitions en main. La combinaison de ces deux niveaux d'analyse me paraît en effet judicieuse au vu de la conjoncture actuelle, mélange de crise économique, de politiques d'austérité, de mondialisation galopante et d'enjeux démographiques et écologiques planétaires.

Les transitions que connaissent les jeunes représentent des tournants dans une vie humaine : transition d'un niveau d'enseignement vers un autre, transition des études vers la vie active, transition du cocon familial vers l'indépendance ou la vie de famille. Autant de phases de plus en plus associées à la mobilité transfrontalière.

Celles-ci ne prennent pas seulement forme dans le contexte de la croissance bio-sociale et des processus de développement des individus. Elles sont également fortement conditionnées par des processus sociétaux déterminés eux-mêmes par des dynamiques démographiques, culturelles et socio-économiques. La présentation de certains développements sociétaux me semble donc souhaitable avant de passer à l'étude des événements de la vie proprement dite. Relevant principalement du domaine de la démographie, ces développements aideront à mieux comprendre les enjeux et les opportunités les plus fréquemment rencontrés par les jeunes.

DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES

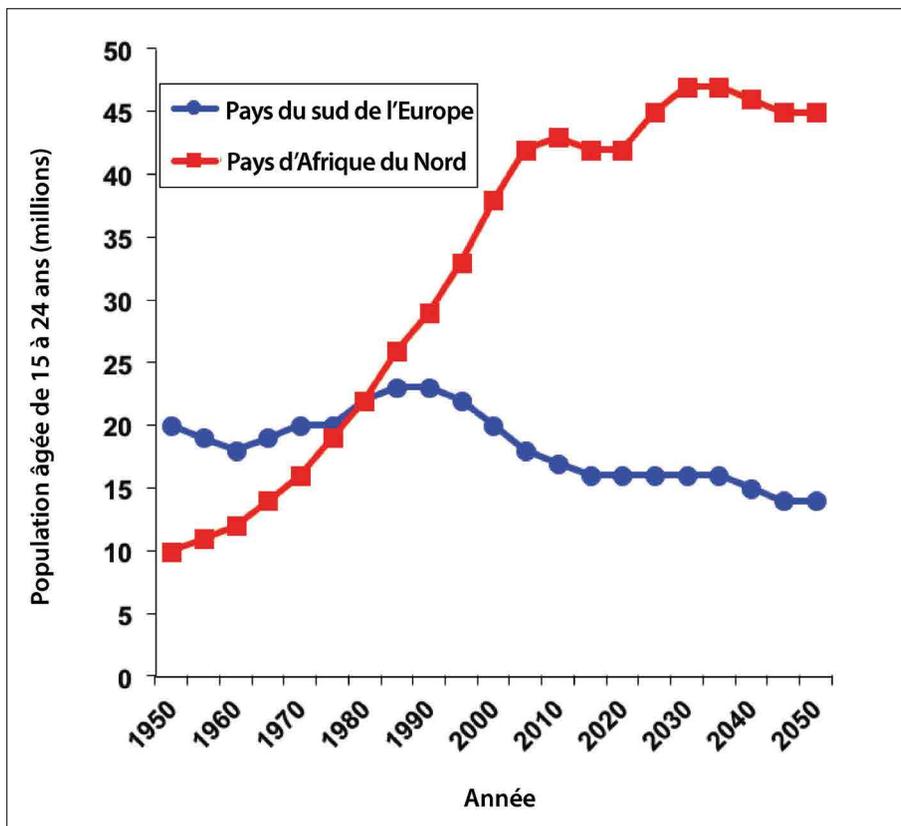
Les jeunes en tant que tranche d'âge

L'âge est un phénomène biosocial qui dépend du processus biologique et des conditions et normes de vie définissant le passage d'une tranche d'âge à une autre (Cliquet 2010, par exemple) – même si certains auteurs l'envisagent plutôt comme une construction historique et culturelle, institutionnalisée et contrôlée (Wyn et White 1997 ; Côté et Allahar 2006, par exemple).

La jeunesse est généralement définie comme la période qui mène de l'enfance à l'âge adulte, mais les points de vue divergent quant aux âges qui la délimitent. Ainsi, dans son rapport « Youth in Europe », Eurostat (2009) la définit comme la période comprise entre 15 et 29 ans – une tranche d'âge qui, en Europe, concerne environ 20 % de la population.

Dans les décennies à venir, les 15-29 ans d'Europe représenteront un pourcentage décroissant de la population, tandis que leurs homologues des continents voisins verront leurs rangs grossir de manière spectaculaire (voir figure 1).

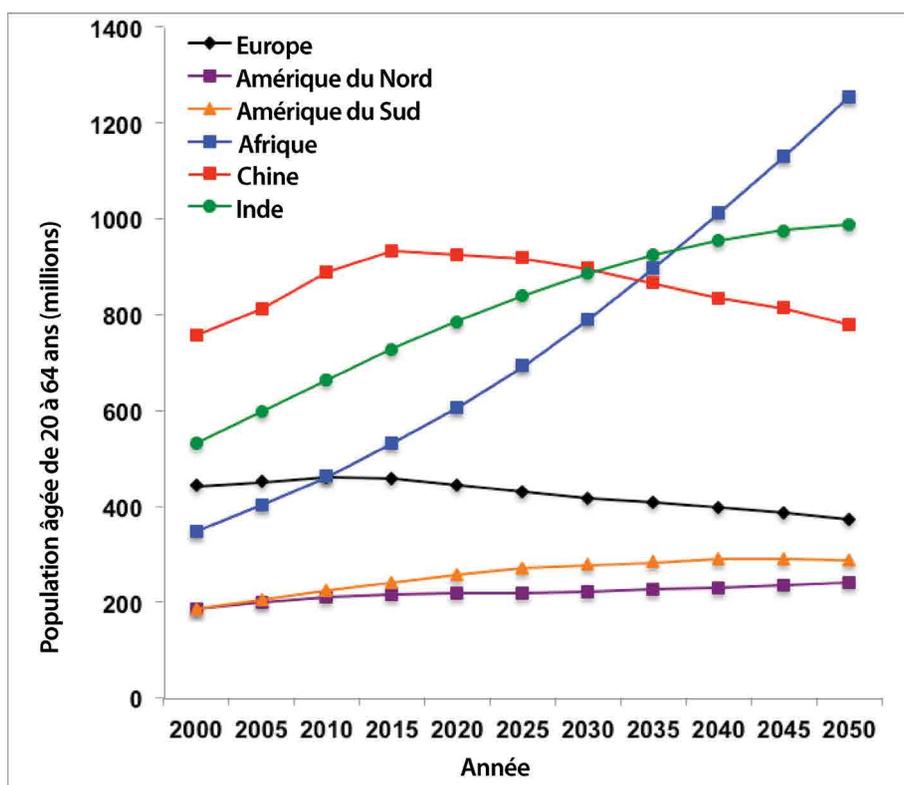
Figure 1 : Évolution de la population des 15-24 ans en Afrique du Nord et dans le sud de l'Europe (ONU 2012, variante moyenne)



Une population active en baisse

Conséquence des tendances démographiques antérieures – le vieillissement des « baby boomers » de l'après-guerre, un taux de fécondité constamment en deçà du seuil de renouvellement –, l'Europe verra sa population d'âge actif décliner dans les décennies à venir (voir figure 2), sauf en cas (improbable) de hausse du taux de fécondité ou de forte immigration. Les prévisions européennes offrent un contraste frappant avec celles de l'Afrique et de l'Inde, par exemple.

Figure 2 : Prévisions démographiques pour les 20-64 ans dans certaines régions du monde (ONU 2012).



Dans certaines sphères, scientifiques et politiques notamment, la baisse de la population est source d'inquiétude, car elle fait planer la menace d'une pénurie potentielle de main-d'œuvre. Dans d'autres, elle représente un moyen de diluer le chômage, notamment chez les jeunes, en absorbant le contingent actuel de jeunes chômeurs. L'avenir s'annonce cependant peut-être plus complexe que cette hypothèse ne le laisse entrevoir. La corrélation entre main-d'œuvre et chômage n'est en effet pas forcément linéaire. La part croissante de chômeurs parmi les moins diplômés et qualifiés révèle que, dans une culture de plus en plus marquée par la technologie, pénurie de main-d'œuvre et chômage peuvent aller de pair (Blanchet et Marchand 1991).

La baisse annoncée de la population d'âge actif peut profiter à la société, par un gain de flexibilité dans l'organisation du travail, une baisse du chômage féminin, un retour des personnes âgées sur le marché de l'emploi, par exemple. Globalement, tendre vers moins d'habitants sur un continent européen densément peuplé et très consommateur peut se traduire par des pressions moindres sur des ressources et écosystèmes naturels mondiaux déjà surexploités (Meadows *et al.* 2004 ; Ehrlich et Ehrlich 2008 ; Avramov et Cliquet, en cours). Mais ces bénéfices ne sont pas sans contreparties.

Un taux de dépendance des personnes âgées en augmentation

La modernisation s'accompagne d'un vieillissement considérable de la population, tant en termes absolus que relatifs. Les deux raisons de ce phénomène sont bien connues : une espérance de vie plus longue et des taux de fécondité faibles.

Les plaintes récurrentes, émanant notamment des milieux politiques, à propos des conséquences sociétales désastreuses du vieillissement de la population laissent quelque peu perplexe, car les sociétés modernes redoublent d'efforts pour prolonger cette espérance de vie et affichent, bien entendu, un bilan de santé plutôt rassurant (Avramov et Cliquet 2005).

Quoi qu'il en soit, le vieillissement de la population a un coût : celui des retraites, des soins de santé et de la protection sociale du troisième âge. Plus les citoyens âgés sont nombreux, plus la facture s'alourdit pour la population active en termes de financement et d'organisation. Au milieu des années 1970, la Commission économique pour l'Europe avait estimé le coût public de la dépendance d'une personne âgée au triple de celle d'un enfant. La figure 3 montre que le taux de dépendance des personnes âgées poursuivra dans les années à venir la hausse entamée depuis plusieurs décennies déjà. Les sociétés devront mettre en place une batterie de mesures politiques pour y faire face. Ce phénomène, les jeunes ont tout intérêt à le comprendre, pour préparer au mieux leurs changements d'attitude au cours de leur vie adulte, leur comportement envers les personnes âgées, et leur propre vieillesse.

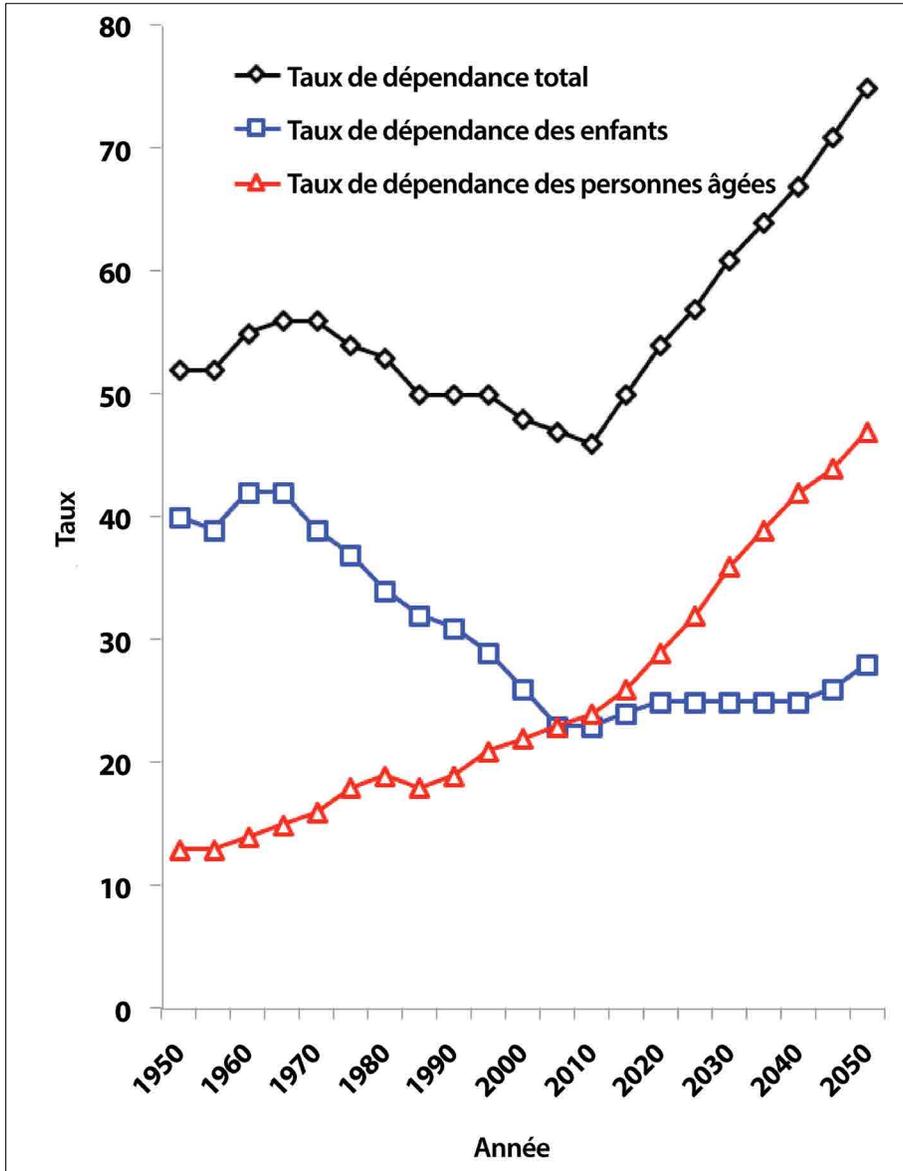
En ce qui concerne les processus démographiques, les perspectives d'avenir resteront inégalitaires entre les générations (voir figure 3) et les populations des différents pays (voir figure 4), dans la mesure où elles sont tributaires en partie de la démographie elle-même.

Immigration : la solution providentielle ?

L'avenir de la jeunesse européenne et son passage vers l'âge adulte seront également influencés par les politiques d'immigration adoptées par les nations d'Europe : les vagues d'immigrants appartenant généralement à la tranche des jeunes adultes pourraient durcir la course à l'emploi ; une immigration massive de pays de cultures et religions différentes, où les droits universels – liberté d'expression et d'idéologie, égalité entre hommes et femmes, droits à l'émancipation individuelle par exemple – et les processus de décision démocratiques sont rares, voire absents, peut également exacerber les tensions intra/intergroupes ou menacer les valeurs fondamentales généralement acceptées dans les pays européens (Avramov et Cliquet 2005).

L'Europe semble en outre être vouée à faire face, au cours des décennies prochaines, aux pressions d'une immigration forte venue des régions d'Afrique et d'Asie en proie à de graves déséquilibres démographiques/économiques et conflits.

Figure 3 : Taux de dépendance en Europe (ONU 2012)

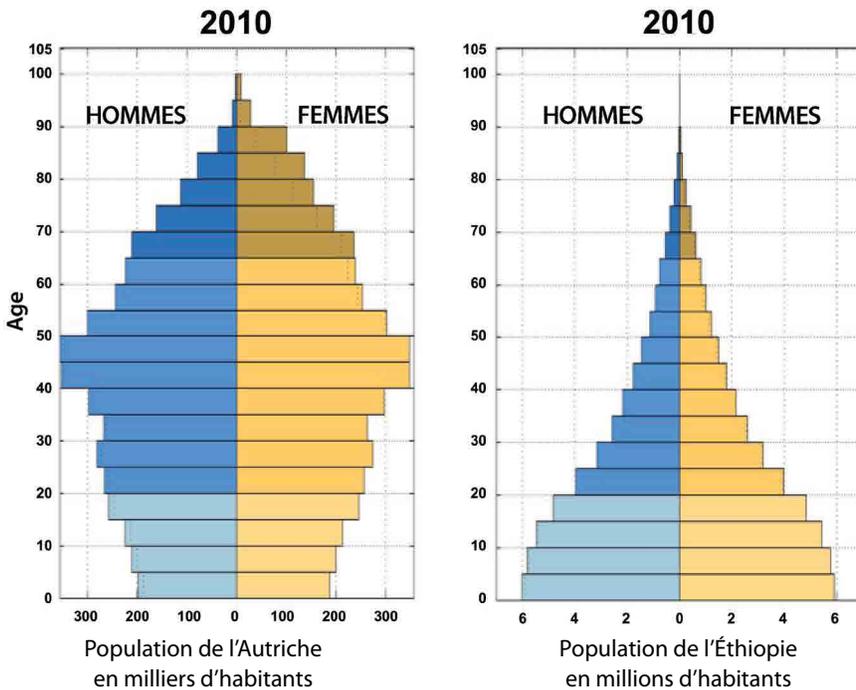


Légende:

Le taux de dépendance des enfants est le rapport entre la population âgée de 0 à 14 ans et la population des 15-64 ans.

Le taux de dépendance des personnes âgées est le rapport entre la population âgée de plus de 65 ans et la population des 15-64 ans.

Figure 4 : Pyramides démographiques de l'Autriche et de l'Éthiopie, 2010 (ONU)



Certains responsables européens voient dans l'immigration une solution miraculeuse au problème du vieillissement et du déclin, actuel ou anticipé, de la population. L'immigration de masse offre certes un moyen de compenser rapidement une chute de population (non sans créer de nombreux autres problèmes sociétaux au passage, cela dit), mais les démographes ont démontré depuis plusieurs années déjà son effet négligeable sur la pyramide des âges à long terme (Blanchet 1988 ; Espenshade 1987 ; Lesthaeghe *et al.* 1988 ; Steinmann 1991 ; Prinz et Lutz 1993, par exemple). Les « migrations de remplacement » (voir ONU 2000) ne sont pas une solution viable sur le long terme pour les sociétés vieillissantes (Coleman 1992 ; Feld 2000 ; Avramov et Cliquet 2005).

Les jeunes générations devront réfléchir aux politiques d'immigration avec plus de soin que leurs aînés, en tirant profit du savoir accumulé dans le domaine des effets sociaux et démographiques à long terme des circulations migratoires, mais également en reconnaissant le fait que l'inévitable mondialisation future des activités humaines dans des secteurs aussi variés que le commerce, la recherche scientifique, le tourisme et l'élaboration de politiques nécessite des degrés accrus de mobilité entre les pays et les continents. Une politique multidimensionnelle globale doit intégrer un volet de migration sélective dans son approche, mais, dans cette perspective, la politique migratoire mise en place doit s'écarter radicalement d'une stratégie de compensation du vieillissement et du déclin de la population par le seul effet d'une immigration de masse. Pour être réussie, une politique d'immigration nécessite la préparation préalable d'une politique d'accueil prévoyant une insertion à plusieurs facettes. À défaut, les immigrants risquent de se retrouver « ghettoisés » entre eux dans les couches sociales et économiques inférieures de la société, admis au compte-gouttes dans l'ascenseur social et exposés à des risques élevés de marginalisation.

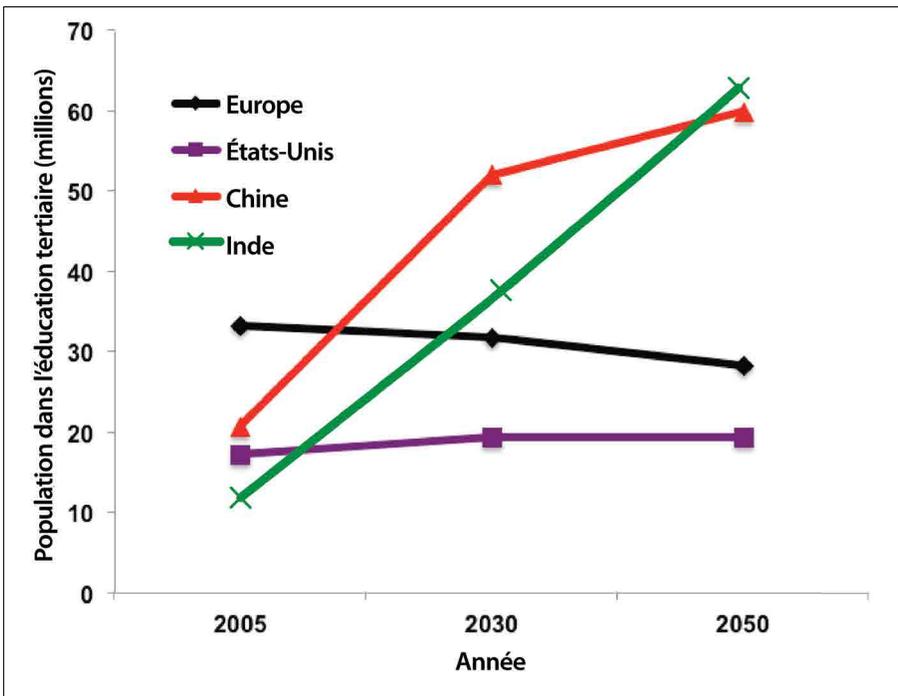
CHANGEMENTS DANS LE DÉROULEMENT DE LA VIE

Une des caractéristiques de la modernité, particulièrement frappante depuis la seconde guerre mondiale, est la prolongation de la jeunesse dans le cours de la vie.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, cette prolongation n'est pas seulement due à l'allongement spectaculaire de la période d'apprentissage. La transformation du marché du travail – et en particulier la difficulté croissante pour décrocher un emploi, l'essor du travail occasionnel, des emplois précaires et du travail à temps partiel – contribue à allonger la durée de la jeunesse (Blossfeld *et al.* 2005). D'autres facteurs, comme la vulgarisation des méthodes de contraception, l'évolution des mœurs sexuelles, le fait que les parents soient plus fortunés et les voyages et loisirs plus accessibles pour les jeunes, viennent s'ajouter à la nouvelle conjoncture éducative et économique, offrant aux jeunes la possibilité de retarder les décisions importantes : le départ du foyer familial, l'installation en couple dans un logement indépendant, l'arrivée du premier enfant.

Perspectives d'enseignement et d'avenir

Figure 5 : Population dans l'enseignement tertiaire en chiffres absolus (millions, extrapolations sur 2030 et 2050 à partir des tendances de 2000-2005)



Légende : Pourcentages estimés d'étudiants dans l'enseignement tertiaire parmi les 20-24 ans, comme base de calcul de leur nombre absolu en 2030 et 2050 : 2030 : Europe (dont Fédération de Russie) et États-Unis : 80 % ; Chine : 60 % ; Inde : 30% 2050 : Europe (dont Fédération de Russie) et États-Unis : 80 % ; China : 80 % ; Inde : 60 %

Du fait de la complexité croissante de la culture et de la société modernes, soumises aux dynamiques des sciences, des technologies et de la bureaucratie, un enseignement de qualité dispensé sur une plus longue durée devient essentiel au progrès scientifique, technologique et social.

Intéressons-nous un instant aux tendances mondiales en matière d'enseignement, fort utiles à ce propos. Sur la figure 5, le nombre d'étudiants dans l'enseignement tertiaire, dans les régions les plus peuplées du monde, a été extrapolé sur la base de travaux récents, en partant des chiffres des Prévisions démographiques mondiales de l'ONU (2012) et des données éducatives contenues dans la base de l'Unesco.

Les courbes obtenues indiquent une part relative d'étudiants dans l'enseignement tertiaire légèrement en faveur de la partie occidentale, mais qui devrait basculer très prochainement au profit des deux géants asiatiques, du fait de leur vivier de jeunes bien supérieur. Les jeunes générations occidentales peuvent par conséquent redouter, d'ici quelques années, une âpre compétition à l'échelle mondiale, non seulement en raison de la modernisation des principaux pays en voie de développement, mais également de l'éthique professionnelle prévalant dans certains de ces pays.

Piégés dans les fractures

L'éducation, pourtant l'un des principaux instruments de prévention et de lutte contre l'exclusion sociale, aggrave bien souvent dans les faits les inégalités sociales. Les enfants issus de milieux en proie à des difficultés sociales très souvent corrélées (pauvreté, chômage, logements précaires, faible niveau d'instruction et d'alphabétisation des parents, familles issues de l'immigration ou de minorités ethniques) sont surreprésentés parmi les élèves en échec scolaire dans tous les pays d'Europe.

Le décrochage scolaire à un âge précoce reste un problème social grave. Malgré un léger mieux observé au début des années 2000, Avramov avait fait part de ses doutes au Conseil des ministres de l'Union européenne quant à la réalisation des objectifs fixés pour réduire avant 2010 le pourcentage des jeunes qui sortent tôt du système scolaire. Des efforts supplémentaires ont été nécessaires pour atteindre les niveaux de référence convenus (Avramov 2008). En effet, l'objectif de 10 % n'a pu être atteint et la Commission européenne l'a simplement reporté à 2020.

Passer des cours à la vie active

En Europe, cette transition prend place en général entre 18 et 24 ans. En 2006, 59 % de jeunes de 18 ans étaient inscrits dans un cursus d'enseignement ou de formation uniquement, et seulement 13 % étaient engagés dans la vie active exclusivement. Si ces chiffres s'inversent dès 24 ans, il convient néanmoins de noter que 20 % des Européens de 18 ans et 16 % de ceux de 24 ans combinaient formation et activité professionnelle cette même année (Eurostat 2007).

Le chômage des jeunes (de moins de 25 ans) atteint, à 22 %, un seuil inadmissible (<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1036>). On estime de surcroît qu'à l'horizon

2020, 35 % des emplois ne seront accessibles qu'aux jeunes les plus qualifiés et les plus à même de s'adapter et d'innover, contre 29 % aujourd'hui – ce qui représente un besoin supplémentaire de 15 millions d'emplois de ce type. L'économie européenne est actuellement paralysée par une pénurie de spécialistes en technologies de l'information et de la communication (TIC), et moins d'une personne sur trois dans l'Union européenne suit des études longues, contre plus de 40 % aux États-Unis et 50 % au Japon. Aujourd'hui, trop de jeunes quittent l'école tôt, s'exposant au risque de basculer dans le chômage, l'inactivité, la pauvreté et dans l'assistanat économique et social, et occasionnant des coûts énormes pour la société. Actuellement dans l'Union européenne, 14 % des 18-24 ans n'atteignent même pas la dernière année de l'enseignement secondaire et ne suivent aucune formation complémentaire. L'Europe est aussi à la traîne en matière d'alphabétisation : 24 % des jeunes de 15 ans obtiennent des résultats faibles en lecture, un pourcentage en augmentation ces dernières années. Mais le pire est que le chômage frappe aujourd'hui également de nombreux jeunes diplômés de tous niveaux d'instruction. Les systèmes européens ont manqué de réactivité face aux exigences de la société du savoir, et échoué à adapter leurs programmes aux besoins changeants du marché de l'emploi.

Les jeunes sont souvent employés en contrat temporaire, ce qui permet aux entreprises de mettre leurs compétences et leur productivité à l'essai avant de leur offrir un contrat à durée indéterminée. Mais, trop souvent, les employeurs les utilisent comme un moyen détourné et rentable de remplacer les CDI. Ce cas se présente notamment dans les pays où la réglementation en matière de licenciement diffère suivant la nature du contrat signé (durée déterminée ou indéterminée). Il en résulte un marché de l'emploi segmenté, où les jeunes alternent entre emplois temporaires et chômage sans grand espoir de stabiliser leur situation par la signature d'un CDI, et donc de cumuler des points retraite. Les jeunes femmes sont particulièrement exposées au piège de la segmentation. Enfin, les indicateurs de performance du marché de l'emploi des jeunes ne rendent pas fidèlement compte d'un pourcentage alarmant : 15 % des 20-24 ans en Europe entrent dans la catégorie des « NEET » (ni dans l'éducation, ni dans l'emploi, ni en formation) et risquent une marginalisation définitive du marché de l'emploi, synonyme de dépendance aux aides sociales. Les plus récentes statistiques de NEET (Eurydice et Eurostat 2014, par exemple) fusionnent les tranches d'âge en proposant des données pour les 15-29 ans, ce qui ne permet pas de rendre compte de la forte représentation des 20-24 ans.

Transitions vers la vie de couple et le premier enfant

Le XX^e siècle, et en particulier l'après-guerre, se caractérise également par la survenue des événements biosociaux décisifs à des âges différents pour les jeunes.

Ainsi, l'âge moyen de la première relation sexuelle est passé de plus de 20 ans à moins de 18 ans au cours du siècle dernier (Cliquet 2003). Il a continué à baisser ces dernières années, pour atteindre environ 16 ans dans les pays nordiques (Durex Network Research Unit 2009). Il devient courant, dans la plupart des pays, d'avoir des relations sexuelles avant le mariage, même si le premier rapport ne survient pas toujours au même âge – les jeunes d'Europe du Nord étant les plus précoces, suivis par les jeunes d'Europe centrale, puis du sud du continent.

A contrario, l'âge du premier mariage a augmenté. Dans de nombreux pays du nord-ouest de l'Europe, il s'établit autour de 30 ans, voire plus (UNECE Statistical Division Database 2014). Cela étant, dans de nombreux cas, une période d'union libre, en cohabitation ou logements séparés – situation connue sous l'acronyme LAT pour « Living Apart Together », « vivre ensemble séparément » (Kiernan 2002 ; Base de données famille OCDE 2012, par exemple) –, précède le mariage.

Autre nouveauté dans la formation du foyer, le nombre de jeunes quittant le cocon familial pour vivre seuls avant de s'engager dans ce type de cohabitation ou dans le mariage augmente. Il en résulte un nombre croissant de jeunes dont le ménage est formé d'une personne seule.

Enfin, l'âge moyen à l'arrivée du premier enfant n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 1970, passant de la première à la seconde moitié de la vingtaine. Il se situe désormais entre 25 et 30 ans (UNECE Statistical Division Database 2014). Cette arrivée tardive explique en partie la baisse ou la faiblesse des taux de fécondité, du fait d'une récupération des naissances insuffisante dans la tranche d'âge plus élevée, due à une sous-fécondité supérieure ou au fait qu'une maternité ou une paternité tardive conduit aisément à renoncer à fonder un foyer une fois qu'un mode de vie particulier, sans enfant ou avec un petit nombre d'enfants, a été adopté (Lesthaeghe 2001).

REPENSER LE PARADIGME DU COURS DE LA VIE AU XXI^e SIÈCLE

Les conditions de vie d'un individu dépendent en grande partie de son parcours, mélange d'occasions saisies ou manquées relatives à la santé, à l'enseignement, au travail, à la vie de famille, aux caractéristiques personnelles et à un environnement socioculturel propice ou au contraire défavorable à ces occasions.

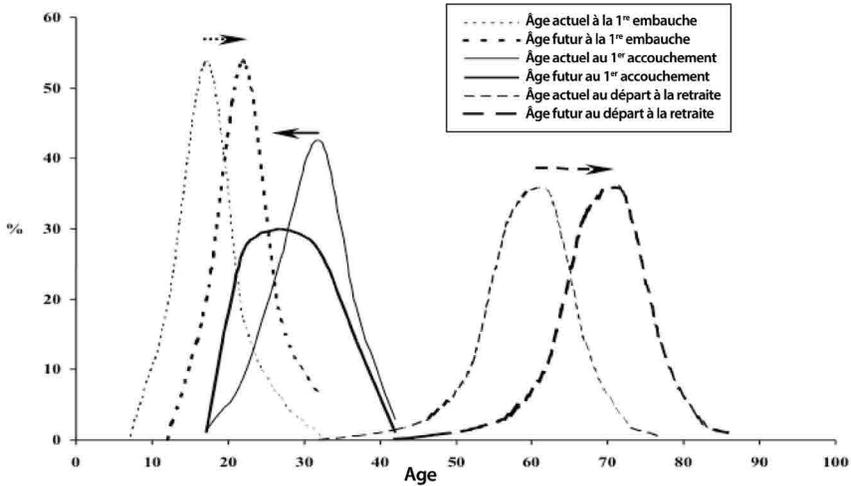
Des moyens plus efficaces sont nécessaires pour lisser les risques associés à la concurrence sur le marché de l'emploi – la problématique faibles revenus/besoins élevés, le stress au travail, des emplois du temps surchargés entre travail et vie familiale tout au long de la vie.

Les politiques publiques n'ont pas su par le passé négocier correctement l'économie du temps des individus et des familles du point de vue du parcours global d'une vie. Forcés de combiner poursuite d'études, premiers pas sur le marché du travail, départ du foyer parental et fondation d'un foyer, les jeunes sont écrasés sous le poids des responsabilités dès leur entrée dans l'âge adulte, plus que toute autre tranche d'âge. Les retraités, en revanche, ne manquent pas de temps libre – qu'ils passent en activités improductives pour la plupart d'entre eux.

La répartition du temps de vie consacré aux activités principales liées aux études, au travail rémunéré, aux tâches domestiques, au couple, à la parentalité, aux soins aux proches et aux loisirs actifs et passifs doit être repensée au moyen de politiques publiques actives offrant aux individus une distribution plus innovante d'activités rémunérées ou non au cours de leur vie entière (figure 6). Cette redistribution nécessite une refonte des principes organisateurs de toute l'économie et en particulier de la

base normative des politiques relatives au marché de l'emploi. La tâche s'annonce ardue : les obstacles à de tels changements résident en effet non seulement au cœur même des mécanismes et des dynamiques du marché actuel, mais également dans les attitudes de personnes âgées qui militent au contraire pour une vie de plus en plus active, et à un âge toujours plus avancé (Avramov et Cliquet 2003 ; 2006 ; 2008).

Figure 6 : Repenser le cours de la vie (Avramov et Cliquet 2003)



RÉFÉRENCES

Avramov D. (2003), *Démographie et exclusion sociale*, Études démographiques n° 37, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Avramov D. (2008), *Early School Leaving*, rapport au Conseil des ministres, conseil « Éducation, jeunesse, culture et sport », 14 février 2008.

Avramov D. et Cliquet R. (2003), « Economy of Time and Population Policy: Rethinking the 20th Century Life Course Paradigm in the Light of Below-replacement Fertility », *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, vol. 28, n° 2-4, pp. 905-938.

Avramov D. et Cliquet R. (2005), *Integrated Policies on Gender Relations, Ageing and Migration in Europe: Lessons from the Network for Integrated European Population Studies (NIEPS)*, CBGS Publications, Garant, Leuven-Apeldoorn.

Avramov D. et Cliquet R. (2006), « Preferences and expectations about generational replacement and age at retirement in Europe. Results from the DIALOG project », *Finnish Yearbook of Population Research XLII*, The Population Research Institute, Helsinki, pp.13-26.

Avramov D. et Cliquet R. (2008), « The need to adapt and reform social policy: setting the stage for effective population-friendly policies », in Höhn C., Avramov D. et Kotowska I. (eds), *People, Population Change and Policies. Lessons from the Population Policy Acceptance Study, Vol. 2: Demographic knowledge – Gender – Ageing*, European Studies of Population, vol. 16/2, Springer, Dordrecht, pp. 267-286.

Avramov D. et Masková M. (2004), « Vieillesse active en Europe », *Études démographiques* n° 41, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Blanchet D. (1988), « Immigration et régulation de la structure par âge d'une population », *Population*, vol. 43, 2.

Blanchet D. et Marchand O. (1991), « Au-delà de l'an 2000, s'adapter à une pénurie de main-d'œuvre », *Horizon 2000, Économie et Statistique*, vol. 243, pp. 61-68.

Blossfeld H.-P., Klijzing E., Mills M. et Kurz K. (eds) (2005), *Globalization, Uncertainty and Youth in Society*, Routledge, Londres et New York.

Cliquet R. (2003), « Major trends affecting families in the new millennium: Western Europe and North America », in *Major Trends Affecting Families. A Background Document. Prepared by the Programme on the Family*, ONU, New York, pp. 1-26.

Cliquet R. (2010), *Biosocial Interactions in Modernisation*, Masaryk University Press, Brno.

Cliquet R. et Avramov D. (en cours), *Evolution Science and Morality in the Third Millennium*.

Coleman D. (1992), « Does Europe Need Immigrants? Population and Work Force Projections », *International Migration Review*, n° 26, pp. 413-461.

Côté J. E. et Allahar A. L. (2006), *Critical Youth Studies: A Canadian Focus*, Pearson Prentice Hall, Toronto.

Durex Network Research Unit (2009), « Face of Global Sex Report », 2005-2009, SSL International plc, Cambridge.

Ehrlich P. R. et Ehrlich A. H. (2008), *The Dominant Animal: Human Evolution and the Environment*, Island Press, Washington DC.

Espenshade T. J. (1987), « Population Dynamics with Immigration and Low Fertility », in Davis K., Bernstam S. et Ricardo-Cambell R. (eds), « Below-Replacement Fertility in Industrial Societies. Causes, Consequences, Policies », *A Supplement to Population and Development Review*, vol. 12, pp. 248-261.

Eurostat (2007), « Enquête sur les forces de travail », consultable (en anglais) à l'adresse : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_labour_force_survey_%E2%80%93_data_and_publication.

Eurostat (2009), *Youth in Europe. A Statistical Portrait*, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

Eurydice & Eurostat (2014), *Chiffres clés de l'éducation en Europe 2012*, EACEA.

Feld S. (2000), « Active Population Growth and Immigration Hypotheses in Western Europe », *European Journal of Population*, 16, pp. 3-40.

Kiernan K. (2002), « Cohabitation in Western Europe: Trends, issues, and implications », in Booth A., Crouter A. C. et Landale N. S. (eds), *Just Living Together: Implications of Cohabitation on Families, Children, and Social Policy*, Lawrence Erlbaum, Mahwah NJ, pp. 1-29.

Lesthaeghe R. (2001), « Postponement and Recuperation. Recent Fertility Trends and Forecasts in Six Western European Countries », *Interuniversity Papers in Demography*, 2001/1, VUB, Bruxelles.

Lesthaeghe R., Page H. et Surkyn J. (1988), « Are immigrants substitute for birth? », IDP Working Paper 1988-3, Interface Demography, VUB, Bruxelles.

Meadows D. H., Randers J. et Meadows D. L. (2004), *Limits to Growth: The 30-Year Update*, Earthscan, Londres.

OCDE (2012), Base de données sur la famille, <http://www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm>.

ONU (2000), « Replacement migration: is it a solution to declining and ageing populations? », Division de la population de l'ONU, Département des affaires économiques et sociales, consultable (en anglais) à l'adresse : www.un.org/esa/population/publications/migration/migration.htm.

ONU (2012), « Perspectives de la population mondiale : révision de 2012 », ONU, New York.

Prinz C. et Lutz W. (1993), « Différents scénarios démographiques pour 20 grands États membres du Conseil de l'Europe, 1990-2050 », in Cliquet R. (ed), « L'avenir de la population en Europe », Études démographiques, n° 26, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, pp. 85-106.

Steinmann G. (1991), « Immigration as a Remedy for the Birth Dearth: The Case of West Germany », in Lutz W. (ed), *Future Demographic Trends in Europe and North America. What Can we Assume Today*, Academic Press, Londres, pp. 337-358.

UNECE Statistical Division Database (2014), *Mean age at first marriage by sex*, UNECE, Genève.

UNECE Statistical Division Database (2014), *Mean age of women at birth of first child*, UNECE, Genève.

Unesco, <http://fr.unesco.org/node/265908>.

Wallerstein I. (1974), *The Modern World System*, Academic Press, New York.

Wyn J. et White R. (1997), *Rethinking Youth*, Sage Publications, Londres.

